



مكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل

Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion
du Travail

Dossier d'Appel d'Offres Ouvert

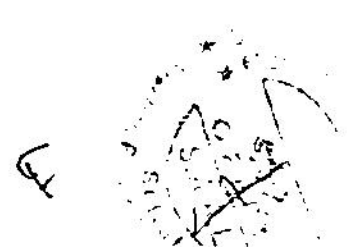
N° 01 / 2019

Objet :

**Le Gardiennage et la Surveillance des bâtiments administratifs,
techniques, pédagogiques et leur dépendance dans les
établissements de formation relevant de la Direction Régionale
CHAOUIA TADLA**

Lot1 : Il concerne les établissements de formation de l'OFPPT relevant de la Direction Régionale CHAOUIA TADLA suivant : ISIAO BENIMELLAL, ISTA & INTERNAT BENIMELLAL, CQP BENIMELLAL, ISTHT BENIMELLAL, ISGI BENIMELLAL, ISTA NTIC BENIMELLAL, ISTA KASBA TADLA, ISTA KSIBA, ISTA FQIH BENSALAH, ISTA SOUK SEBT, ISTA BOUJAAD, ISTA OUED ZEM, CQP OUED ZEM1, CQP OUED ZEM2, ITA HATTANE, ITA BOUJNIBA, ISTA & INTERNAT KHOURIBGA, ISGI KHOURIBGA, CQP QUARTIER ADMIN KHOURIBGA, CQP DRISS I KHOURIBGA, ISTA DEMNATE, ISTA AZILAL, CQP OUAOUIZERTH

Lot2 : Il concerne les établissements de formation de l'OFPPT relevant de la Direction Régionale CHAOUIA TADLA suivant : ISTA & INTERNAT BENAHMED, CQP OULAD MRAH, ISTA LBROUJ, DRCT, ISTA1 & INTERNAT SETTAT, ISTA2 SETTAT, CQP SETTAT, CQP SIDI ABDELKRIM SETTAT, CMFP SETTAT, ISTA BERRECHID, ISTICG BERRECHID, CMC BERRECHID, ITA HAD SOUALEM, ITA EL GARA, ISTA BOUZNKA, ISTA BENSLIMANE.



REGLEMENT DE LA CONSULTATION

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert sur offres de prix, pour la passation d'un marché ayant pour objet : **Passation d'un marché cadre concernant le Gardiennage et la Surveillance des bâtiments administratifs, techniques, pédagogiques et leur dépendance dans les établissements de formation relevant de la Direction Régionale CHAOUIA TADLA**

Lot1 : Il concerne les établissements de formation de l'OFPPT relevant de la Direction Régionale CHAOUIA TADLA suivant : ISIAO BENIMELLAL, ISTA & INTERNAT BENIMELLAL, CQP BENIMELLAL, ISTHT BENIMELLAL, ISGI BENIMELLAL, ISTA NTIC BENIMELLAL, ISTA KASBA TADLA, ISTA KSIBA, ISTA FQIH BENSALAH, ISTA SOUK SEBT, ISTA BOUJAAD, ISTA OUED ZEM, CQP OUED ZEM1, CQP OUED ZEM2, ITA HATTANE, ITA BOUJNIBA, ISTA & INTERNAT KHOURIBGA, ISGI KHOURIBGA, CQP QUARTIER ADMIN KHOURIBGA, CQP DRISS I KHOURIBGA, ISTA DEMNATE, ISTA AZILAL, CQP OUAQUIZERTH

Lot2 : Il concerne les établissements de formation de l'OFPPT relevant de la Direction Régionale CHAOUIA TADLA suivant : ISTA & INTERNAT BENAHMED, CQP OULAD MRAH, ISTA LBROUJ, DRCT, ISTA1 & INTERNAT SETTAT, ISTA2 SETTAT, CQP SETTAT, CQP SIDI ABDELKRIM SETTAT, CMFP SETTAT, ISTA BERRECHID, ISTICG BERRECHID, CMC BERRECHID, ITA HAD SOUALEM, ITA EL GARA, ISTA BOUZNIKA, ISTA BENSLIMANE,

Il a été établi en vertu des dispositions de l'article 18 du règlement approuvé le 18 Chaâbane 1435 (16 Juin 2014), relatif aux marchés publics de de l'office de la formation professionnelle et de la promotion du travail.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le règlement des marchés de l'OFPPT. Toute disposition contraire au règlement des marchés de l'OFPPT est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l'article 18 et des autres articles du règlement des marchés de l'OFPPT.

Article n°2 : Maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrages des marchés qui seront passés suite au présent appel d'offres est : est l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (OFPPT)/Direction Régionale CHAOUIA TADLA relevant de l'OFPPT.

Article n°3 : Définitions :

Au sens du règlement des marchés de l'OFPPT on entend par :

1. **Attributaire :** Concurrent dont l'offre a été retenue avant la notification de l'approbation du marché;
2. **Autorité compétente :** L'ordonnateur ou la personne déléguée (sous ordonnateur) par lui pour approuver le marché;
3. **Concurrent :** toute personne physique ou morale qui propose une offre en vue de la conclusion d'un marché;
4. **Groupeement :** deux ou plusieurs concurrents qui souscrivent un engagement unique dans les conditions prévues à l'article 140 du règlement des marchés de l'OFPPT;



5. **Maître d'ouvrage** : Entité de l'office (centrale, régionale ou locale), qui passe le marché avec l'entrepreneur, le fournisseur ou le prestataire de service.
6. **Titulaire** : attributaire auquel l'approbation du marché a été notifiée.

Article n°4 : Conditions requises des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article N°24 du règlement des Marchés de l'OFPPT :

Peuvent valablement participer et être attributaire(s) de(s) marché(s), afférent(s) au présent appel d'offre, les personnes physiques ou morales, qui :

- justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles dûment définitives ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement, et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement ;
- sont affiliées à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale ou à un régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes.

Ne sont pas admises à participer aux appels d'offres :

- les personnes en liquidation judiciaire ;
- les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
- les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 142 du règlement des marchés de l'ofppt.
- Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans une même procédure de passation des marchés.

Article n°5 : Justification des capacités et des qualités des concurrents

I- Chaque concurrent est tenu de présenter un dossier administratif, un dossier technique et éventuellement un dossier additif. Chaque dossier peut être accompagné d'un état des pièces qui le constituent.

A- Le dossier administratif comprend :

1- Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres:

a- une déclaration sur l'honneur, en un exemplaire unique, établie conformément au modèle joint en annexe.

b- l'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, le cas échéant ; En cas de groupements, Le cautionnement provisoire doit être constitué conformément aux dispositions du § C de l'article N°140 du règlement des marchés de l'OFPPT;

NB : Les cautions personnelles et solidaires doivent être choisies parmi les établissements agréés à cet effet par le ministère chargé des finances Marocain (pour les candidats étrangers, ces cautions personnelles et solidaires doivent être avalisées par une banque marocaine)

NB : Les pièces a et b ne doivent exprimer aucune restriction ou réserve sous peine d'être rejetées par la commission d'appel d'offres.

Pour les groupements, il y a lieu de produire :



- Une copie légalisée de la convention constitutive du groupement prévue à l'article 140 du règlement des Marchés de l'OFPPT
- Une note indiquant notamment l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de convention, la répartition des prestations, le cas échéant.

2 - Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du règlement des marchés de l'OFPPT

- a) la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Et ce conformément à l'alinéa a) du paragraphe 2 de l'article 25 du règlement des marchés de l'OFPPT
- b) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 4 ci-dessus. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé;
- c) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 4 ci-dessus ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

La date de production des pièces prévues aux b) et c) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

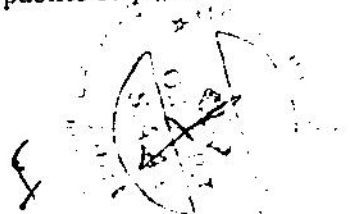
- d) le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur;

Pour les concurrents non installés au Maroc : l'équivalent des attestations visées aux paragraphes b, c et d ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits ou par une déclaration sur l'honneur dûment certifiée par les autorités compétentes du pays d'origine attestant l'impossibilité de produire l'ensemble ou une partie des documents précités.

B. Le dossier technique:

1. L'autorisation d'exercer l'activité de surveillance et de gardiennage ou sa copie certifiée conforme conformément aux dispositions de la loi n° 27-06 relative aux activités de gardiennage et de transport de fonds.
2. L'autorisation d'utilisation des chiens ou sa copie certifiée conforme, conformément aux Dispositions du décret n°2-09-97 du 16 KAADA 1431 (25 Octobre 2010) pris pour l'application de la Loi n°27-06 relative aux activités de gardiennage et de transport de fonds.
3. Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécutées ou à l'exécution desquelles il a participé
4. Les attestations ou leurs copies certifiées conformes délivrées par les hommes de l'art sous la direction desquels lesdites prestations ont été exécutées et /ou par les bénéficiaires publics ou privés



desdites prestations. Chaque attestation précise notamment la nature des prestations, le montant, les délais et les dates de réalisation, l'appréciation, le nom et la qualité du signataire.

NB : Lesdites attestations de référence doivent être similaires à l'objet de l'appel d'offres.

C. Le dossier additif

Il comprend :

1. Attestation d'affiliation à la CNSS précisant la masse salariale et les effectifs déclarés annuellement pour les trois dernières années 2016 - 2017 et 2018 ;
2. Attestations du chiffre d'affaires des années 2016 - 2017 et 2018 ou leurs copies certifiées conformes dans le domaine du présent appel d'offres des trois dernières années délivrées par les services des impôts ;
3. Certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur.

Article n° 6 : Documents à fournir par les organismes publics

1- Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et additif le cas échéant et en plus des pièces prévues à l'alinéa 1) du I-A de l'article 5 ci-dessus, une copie du texte l'habilitant à exécuter les prestations objet du marché;

2- S'il est retenu pour être attributaire du marché :

a)- une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 4 ci-dessus. Cette attestation, qui n'est exigée que pour les organismes soumis au régime de la fiscalité, doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;

b)- une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 4 ci-dessus ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 JOMADA II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

La date de production des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

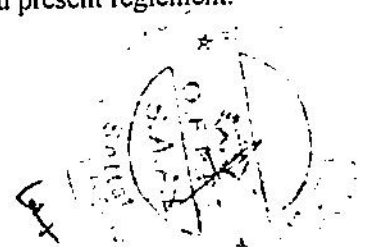
Article n°7 : Contenu des dossiers des concurrents

Les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter :

- 7.1- Les dossiers administratif, technique et additif prévus à l'article 5 ci-dessus ;
- 7.2- Une offre financière.

L'offre financière comprend :

- a) L'acte d'engagement par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché conformément aux conditions prévues aux cahiers des charges et moyennant un prix qu'il propose. Il est établi en un seul exemplaire sur un imprimé dont le modèle est annexé au présent règlement.



Cet acte d'engagement dûment rempli, et comportant le relevé d'identité bancaire (RIB), est signé par le concurrent ou son représentant habilité, sans qu'un même représentant puisse représenter plus d'un concurrent à la fois pour le même marché.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 140 du règlement des Marchés de l'OFPPT, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement; soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

b) Le bordereau des prix - détail estimatif établi par le maître d'ouvrage et figurant dans le dossier d'appel d'offres.

Le montant de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.

Les prix unitaires du bordereau des prix - détail estimatif doivent être libellé en chiffres, saisie par les moyens numériques (Non manuscrite)

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du bordereau des prix-détail estimatif, le montant de ce dernier document est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

c) LE SOUS DETAIL ESTIMATIF DES PRIX établi par le maître d'ouvrage et figurant dans le dossier d'appel d'offres.

7.3- Le cahier des prescriptions spéciales : paraphé et signé par le concurrent ou son représentant dûment habilité à cet effet.

Article n°8 : Composition du dossier d'appel d'offres.

Conformément aux dispositions de l'article 19 du règlement des marchés de l'OFPPT, le dossier d'appel d'offres comprend :

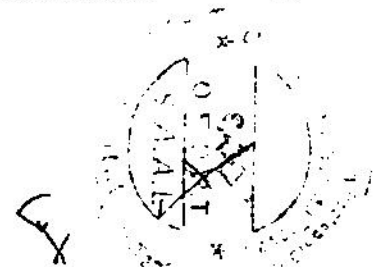
- a) Une copie de l'avis d'appel d'offres ouvert ;
- b) Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- c) Le modèle de l'acte d'engagement visé à l'article 7 précité ;
- d) Le modèle du bordereau des prix - détail estimatif;
- e) Le modèle du SOUS DETAIL ESTIMATIF DES PRIX
- f) Le modèle de la déclaration sur l'honneur prévue à l'article 5 précité;
- g) Le présent règlement de la consultation.

Article n°9 : Information et demande d'éclaircissements

Tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, par courrier porté avec accusé de réception, par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins sept (7) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Le maître d'ouvrage doit répondre à toute demande d'information ou d'éclaircissement reçue dans le délai prévu ci-dessus.

Tout éclaircissement ou renseignement, fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier, doit être communiqué le même jour et dans les mêmes conditions aux autres concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé le dossier d'appel d'offres et ce par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique. Il est également mis à la disposition de tout autre concurrent dans le portail des marchés publics et communiqué aux membres de la commission d'appel d'offres.



Les éclaircissements ou renseignements fournis par le maître d'ouvrage doivent être communiqués au demandeur et aux autres concurrents dans les sept (7) jours suivant la date de réception de la demande d'information ou d'éclaircissement du concurrent. Toutefois, lorsque ladite demande intervient entre le dixième et le septième jour précédant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis la réponse doit intervenir au plus tard trois (3) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Article n°10 : Modification dans le dossier d'appel d'offres.

Conformément aux dispositions de l'article 19 § 7 du règlement des marchés de l'OFPPT, exceptionnellement, le maître d'ouvrage peut introduire des modifications dans le dossier d'appel d'offres sans changer l'objet du marché. Ces modifications doivent être communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé ledit dossier, et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents.

Lorsque les modifications nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci doit être publié conformément aux dispositions du § I-2, alinéa 1, de l'article 20 du règlement des marchés de l'OFPPT. Dans ce cas, la séance d'ouverture des plis ne peut être tenue que dans un délai minimum de dix (10) jours à compter du lendemain de la date de la dernière publication de l'avis rectificatif au portail des marchés publics, au site de l'Office, le cas échéant, et dans le journal paru le deuxième, sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis de publicité initial.

Les concurrents ayant retiré ou téléchargé les dossiers d'appel d'offres doivent être informés des modifications prévues ci-dessus ainsi que de la nouvelle date d'ouverture des plis, le cas échéant.

Lorsqu'un concurrent estime que le délai prévu par l'avis de publicité pour la préparation des offres n'est pas suffisant compte tenu de la complexité des prestations objet du marché, il peut, au cours de la première moitié du délai de publicité, demander au maître d'ouvrage, par courrier porté avec accusé de réception, par fax confirmé ou par courrier électronique confirmé, le report de la date de la séance d'ouverture des plis. La lettre du concurrent doit comporter tous les éléments permettant au maître d'ouvrage d'apprécier sa demande de report.

Si le maître d'ouvrage reconnaît le bienfondé de la demande du concurrent, il peut procéder au report de la date de la séance d'ouverture des plis. Le report, dont la durée est laissée à l'appréciation du maître d'ouvrage

Dans ce cas, le report de la date de la séance d'ouverture des plis, ne peut être effectué qu'une seule fois quel que soit le concurrent qui le demande.

Article n°11 : Répartition en lots

Le présent appel d'offre porte sur deux (02) lots.

Les quantités indiquées sont indivisibles

Le concurrent doit obligatoirement proposer l'ensemble des quantités précisées.

Les offres partielles techniquement et ou financièrement ne seront pas en aucun cas prises en considération.

Article n°12: Retrait du dossier d'appel d'offres

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents au bureau du Service Administratif et Appui Logistique de la Direction Régionale Chaouia Tadla "OFPPT-DRCT Settat", sise Bd Rahal El Meskini, BP 241, Settat 26000, dès la première parution de l'avis d'appel d'offres dans l'un des supports de publication prévus à l'article 20 du règlement des marchés de l'OFPPT et jusqu'à la date limite de remise des offres. Le dossier d'appel d'offres est remis gratuitement aux concurrents.

Le dossier d'appel d'offres peut être téléchargé sur le portail des marchés publics (www.marchespublics.gov.ma).

Article n°13 : Présentation des dossiers des concurrents.

Conformément aux dispositions de l'article n°29 du règlement des marchés de l'OFPPT :

A- Le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli fermé portant :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché et l'indication du Lot (marché alloti) ;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;
- L'avertissement que " le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis ".

B- Ce pli contient deux enveloppes distinctes :

a) La première enveloppe comprend le dossier administratif, le dossier technique, le dossier additif, le cahier des prescriptions spéciales dûment signé et paraphé par le concurrent ou son représentant dûment habilité à cet effet.

Cette enveloppe doit être cachetée et porter de façon apparente la mention «dossiers administratif et technique».

b) La deuxième enveloppe comprend l'offre financière du soumissionnaire par Lot. Elle doit être fermée, cachetée et porter de façon apparente la mention «offre financière».

C- Les enveloppes visées aux paragraphes a, b, du B ci-dessus indiquent de manière apparente :

Le nom et l'adresse du concurrent ;

L'objet du marché et l'indication du lot ;

La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;

Article n°14: Dépôt des plis des concurrents.

Conformément aux dispositions de l'article 31 du règlement des marchés de l'OFPPT, les plis sont, au choix des concurrents :

- Soit déposés, contre récépissé, dans le bureau du Chef de service administratif et appui logistique de la Direction Régionale CHAOUIA TADLA SETTAT, sis Bd Rahal El Meskini, SETTAT
- Soit envoyés, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;
- Soit remis, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixée par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

Article n°15 : Retrait des plis.

Conformément aux dispositions de l'article 32 du règlement des marchés de l'OFPPT, tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixée pour l'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité à cet effet.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent, dans les conditions prévues à l'article 13 ci-dessus, présenter de nouveaux plis.



Article n°16 : Délai de validité des offres

Conformément aux dispositions de l'article 33 du règlement des marchés de l'OFPPT, les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante-quinze (75) jours, à compter de la date d'ouverture des plis.

Si la commission d'appel d'offres estime ne pas être en mesure d'effectuer son choix pendant le délai prévu ci-dessus, le maître d'ouvrage saisit les concurrents, avant l'expiration de ce délai par lettre recommandée avec accusé de réception ou par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine et leur propose une prorogation pour un nouveau délai qu'il fixe. Seuls les concurrents ayant donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception ou par fax ou par tout autres moyens de communication donnant date certaine, adressé au maître d'ouvrage, avant la date limite fixée par ce dernier, restent engagés pendant ce nouveau délai.

Article n°17 : Langue de l'Offre.

L'offre préparée par le concurrent ainsi que toute correspondance et tous documents concernant l'offre échangée entre le candidat et l'OFPPT seront rédigés en Langue Française ou Arabe.

Tout document imprimé fourni par le candidat peut être rédigé en une autre langue dès lors qu'il est accompagné d'une traduction en langue française par une personne/autorité compétente, des passages intéressants l'offre. Dans ce cas et aux fins de l'interprétation de l'offre, la traduction française fait foi.

Article n°18 : Monnaie de l'offre.

Pour le concurrent national, la monnaie dans laquelle le prix des offres doit être formulé et exprimé en Dirhams.

Pour le concurrent non installé au Maroc, la monnaie dans laquelle le prix des offres doit être formulé et exprimé est l'Euro ou le dollar USA. Dans ce cas, pour être évalués et comparés, les montants des offres exprimées en monnaies étrangères doivent être convertis en dirham. Cette conversion doit s'effectuer sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis donné par Bank Al-Maghrib.

Au cas où le titulaire du marché ne réside pas au Maroc, la taxe dite « retenue à la source » lui sera appliquée. Cette taxe est prélevée d'office au profit du fisc marocain, sur les montants des prestations objet du marché. Les offres ne doivent comporter aucune clause restrictive concernant les fluctuations du taux de change.

Article n°19 : Dépenses encourues du fait de l'appel d'offres

Le soumissionnaire supporte toutes les dépenses encourues du fait de la préparation et de la présentation de son offre à l'OFPPT qui ne pourra, en aucun cas, en être tenu pour responsable, quel que soit le déroulement ou l'issue de la procédure d'appel d'offres.

Article n°20 : Critères d'appréciation des capacités techniques et financières des concurrents

La commission apprécie les capacités financières et techniques en rapport avec la nature et l'importance des prestations objet de la consultation et au vu des éléments contenus dans les dossiers administratif, technique et additif de chaque concurrent.



ARTICLE n°21: Critères d'évaluation des Offres

La commission d'appel d'offres évalue les offres des concurrents (dossiers technique et additif), conformément aux critères d'évaluation ci-dessous.
Les offres des concurrents qui n'ont pas présentés les pièces exigées dans les dossiers administratifs, techniques ou additifs (Cf. article 5 du présent règlement de consultation) seront écartées

1^{ère} phase : Analyse technique des offres

Une note « Nti » sur 100 points sera attribuée à chaque offre sur la base du barème ci-dessous.

Critères d'évaluation

N° d'ordre	Critères	Note	Document à fournir dans le dossier d'appel d'offres servant de base pour l'appréciation
Note A	Ancienneté du concurrent dans le domaine du présent Appel d'offres Note A / 10 points	2.5 point par année	Registre du commerce
Note B	Présentation des attestations de référence <u>dans le domaine du présent appel d'offres</u> sur les 3 dernières années 2016-2017-2018 Note A / 25 points	5 points par <u>attestation de référence</u> portant sur le domaine d'activité objet du présent appel d'offres dont le montant est supérieur ou égale à 800.000,00 DHS Si le montant de l'attestation de référence < 800.000,00 DHS. $N = \frac{\text{Montant de l'attestation de réf.} \times 5}{800.000,00 \text{ DHS}}$ <u>et ce pour les 5 attestations de réf. dont les montants sont les plus élevées.</u>	Attestations de référence devant spécifier le montant des prestations de gardiennage
Note C	Effectif mensuel moyen des salariés déclarés à la CNSS par année au titre des 3 dernières années 2016-2017-2018 Note B / 25 points	Si effectif moyen mensuel ≥ 200 : 25 points Si effectif moyen mensuel < 200 $N = \frac{\text{Nombre effectif moyen mensuel} \times 25}{200}$	Attestation d'affiliation à la CNSS précisant la masse salariale et les effectifs déclarés pour les trois dernières années.
Note D	Moyenne masse salariale annuelle déclarée par année à la CNSS au titre des 3 dernières années 2016-2017-2018 Note C / 20 points	Si Moyenne masse salariale annuelle ≥ 5 million DH : 20 points Si Moyenne masse salariale annuelle < 5 million DH $N = \frac{\text{Moyenne masse salariale annuelle} \times 20}{5 \text{ million DHS}}$	Attestation d'affiliation à la CNSS précisant la masse salariale et les effectifs déclarés pour les trois dernières années.
Note E	Moyenne de Chiffre d'affaires des années 2016-2017-2018 Note D / 20 points	si moyenne de chiffre d'affaire annuelle $\geq 7,5$ millions DHS : 20 points Si moyenne de chiffre d'affaires annuelle < 7,5 millions DHS $N = \frac{\text{Moyenne du chiffre d'affaires annuelle} \times 20}{7,5 \text{ million DHS}}$	Attestations du chiffre d'affaires délivrées par les services des impôts

$$Nti/100 = \text{note A} + \text{note B} + \text{note C} + \text{note D} + \text{note E}$$

Les offres ayant obtenu une note « Nti » supérieure ou égale à 70 points seront admises à la 2^{ème} phase



2^{ème} phase : Evaluation des offres financières des soumissionnaires, retenues à la 1^{ère} phase

Tout concurrent :

1/- ayant obtenu la note technique « Nti » $\geq 70 / 100$, et

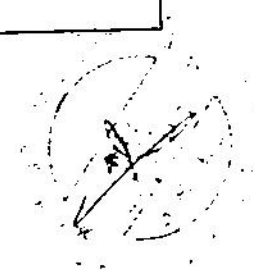
2/- ayant remis une offre permettant de couvrir le salaire réglementaire (salaire minimum légal, congé payé, jours fériés, et le repos hebdomadaire) plus les charges sociales comprenant la part patronale (19,49%), et la taxe de la formation professionnelle (1,6%) et les accidents de travail (AT) et la responsabilité civile (RC), la marge bénéficiaire ainsi que les charges afférents à la prestation, en application de circulaire N°02/2019 du 31 Janvier 2019 de Monsieur le chef de gouvernement.

Catégorie de prestation	Taux charges patronales
Prestation Familiales	6,40%
Prestation sociales à court terme	1,05%
Prestation sociales à long terme	7,93%
Assurance maladie obligatoire	4,11%
Taxe de la formation professionnelle	1,6%
TOTAL	21,09%

Et

3/- ayant remis une offre financière évaluée la moins disante est désigné attributaire du marché sous réserve de l'application des dispositions de l'article 41 « offre anormalement basse ou excessive » du règlement des marchés de l'OFPPT.

LE MAITRE D'OUVRAGE
 Directeur Régional Abderrahmane DIYANE

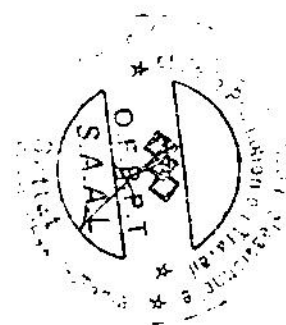


CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES (C. P. S.)

Passation d'un marché cadre concernant le Gardiennage et la Surveillance des bâtiments administratifs, techniques, pédagogiques et leur dépendance dans les établissements de formation relevant de la Direction Régionale CHAOUIA TADLA

Lot1 : Il concerne les établissements de formation de l'OFPPT relevant de la Direction Régionale CHAOUIA TADLA suivant : ISIAO BENIMELLAL, ISTA & INTERNAT BENIMELLAL, CQP BENIMELLAL, ISTHT BENIMELLAL, ISGI BENIMELLAL, ISTA NTIC BENIMELLAL, ISTA KASBA TADLA, ISTA KSIBA, ISTA FQIH BENSALAH, ISTA SOUK SEBT, ISTA BOUJAAD, ISTA OUED ZEM, CQP OUED ZEM1, CQP OUED ZEM2, ITA HATTANE, ITA BOUJNIBA, ISTA & INTERNAT KHOURIBGA, ISGI KHOURIBGA, CQP QUARTIER ADMIN KHOURIBGA, CQP DRISS I KHOURIBGA, ISTA DEMNATE, ISTA AZILAL, CQP OUAOUIZERTH

Lot2 : Il concerne les établissements de formation de l'OFPPT relevant de la Direction Régionale CHAOUIA TADLA suivant : ISTA & INTERNAT BENAHMED, CQP OULAD MRAH, ISTA LBROUJ, DRCT, ISTA1 & INTERNAT SETTAT, ISTA2 SETTAT, CQP SETTAT, CQP SIDI ABDELKRIM SETTAT, CMFP SETTAT, ISTA BERRECHID, ISTICG BERRECHID, CMC BERRECHID, ITA HAD SOUALEM, ITA EL GARA, ISTA BOUZNIKA, ISTA BENSLIMANE.



CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPÉCIALES

Appel d'offres ouvert, sur offres des prix n°..... du.....

passé en application de l'article 6 "Marchés-cadre", de l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et alinéa 3 paragraphe 3 de l'article 17, du règlement des marchés, approuvé le 18 CHAABANE 1435 (16 Juin 2014), et fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (OFPPT) ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle.

Entre les soussignés :

D'une part :

L'OFFICE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA PROMOTION DU TRAVAIL (O.F.P.P.T.), représenté par son Directeur Général ou la personne déléguée par lui à l'effet d'approuver le marché.

Et,

D'autre part :

La société :

- Titulaire du compte bancaire : (à la trésorerie Générale, bancaire, ou postal) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) à (Localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) n°.....

- Adresse du siège social de la société :

- Adresse du domicile élu :

- Affilié à la CNSS sous le n° :

- Inscrite au registre du commerce de (Localité) sous le n°

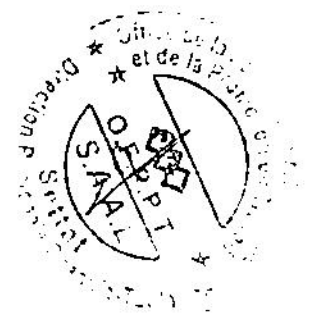
- N° de patente :

- Identification fiscale n° :

- N° de l'Identifiant commun de l'entreprise :

- Représentée par Monsieur

Agissant au nom et pour le compte de ladite société en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés,



CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE N°1 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet

Le Gardiennage et la Surveillance des bâtiments administratifs, techniques, pédagogiques et leur dépendance dans les établissements de formation relevant de la Direction Régionale CHAOUIA TADLA

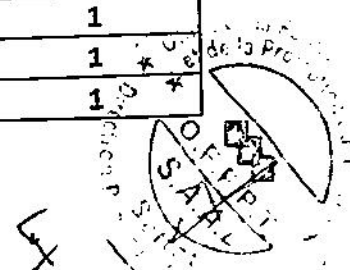
Lot1 : Il concerne les établissements de formation de l'OFPPT relevant de la Direction Régionale CHAOUIA TADLA suivant : ISIAO BENIMELLAL, ISTA & INTERNAT BENIMELLAL, CQP BENIMELLAL, ISTHT BENIMELLAL, ISGI BENIMELLAL, ISTA NTIC BENIMELLAL, ISTA KASBA TADLA, ISTA KSIBA, ISTA FQIH BENSALAH, ISTA SOUK SEBT, ISTA BOUJAAD, ISTA OUED ZEM, CQP OUED ZEM1, CQP OUED ZEM2, ITA HATTANE, ITA BOUJNIBA, ISTA & INTERNAT KHOURIBGA, ISGI KHOURIBGA, CQP QUARTIER ADMIN KHOURIBGA, CQP DRISS I KHOURIBGA, ISTA DEMNATE, ISTA AZILAL, CQP OUAOUIZERTH

Lot2 : Il concerne les établissements de formation de l'OFPPT relevant de la Direction Régionale CHAOUIA TADLA suivant : ISTA & INTERNAT BENAHMED, CQP OULAD MRAH, ISTA LBROUJ, DRCT, ISTA1 & INTERNAT SETTAT, ISTA2 SETTAT, CQP SETTAT, CQP SIDI ABDELKRIM SETTAT, CMFP SETTAT, ISTA BERRECHID, ISTICG BERRECHID, CMC BERRECHID, ITA HAD SOUALEM, ITA EL GARA, ISTA BOUZNKA, ISTA BENSLIMANE,

A- Répartition par site

Lot1 : Il concerne les établissements de formation de l'OFPPT relevant de la Direction Régionale CHAOUIA TADLA suivant : ISIAO BENIMELLAL, ISTA & INTERNAT BENIMELLAL, CQP BENIMELLAL, ISTHT BENIMELLAL, ISGI BENIMELLAL, ISTA NTIC BENIMELLAL, ISTA KASBA TADLA, ISTA KSIBA, ISTA FQIH BENSALAH, ISTA SOUK SEBT, ISTA BOUJAAD, ISTA OUED ZEM, CQP OUED ZEM1, CQP OUED ZEM2, ITA HATTANE, ITA BOUJNIBA, ISTA & INTERNAT KHOURIBGA, ISGI KHOURIBGA, CQP QUARTIER ADMIN KHOURIBGA, CQP DRISS I KHOURIBGA, ISTA DEMNATE, ISTA AZILAL, CQP OUAOUIZERTH

	Agent de gardiennage du jour		Agent de gardiennage de nuit – Maître Chien	
	Min	Max	Min	Max
ISTA DEMNATE	1	1	1	1
ISTA AZILAL	1	1	1	1
CQP OUAOUIZERTH	1	1	1	1
ISIAO BENIMELLAL	2	2	2	2
ISTA & INTERNAT BENIMELLAL	2	3	1	2
CQP BENIMELLAL	1	1	1	1
ISTHT BENIMELLAL	1	1	0	0
ISGI BENIMELLAL	1	1	1	1
ISTA NTIC BENIMELLAL	1	1	1	1
ISTA KASBA TADLA	1	1	1	1
ISTA KSIBA	1	1	1	1
ISTA FQIH BENSALAH	1	1	1	1
ISTA SOUK SEBT	1	1	0	0
ISTA BOUJAAD	1	1	1	1
ISTA OUED ZEM	1	1	1	1
CQP OUED ZEM1	1	1	1	1



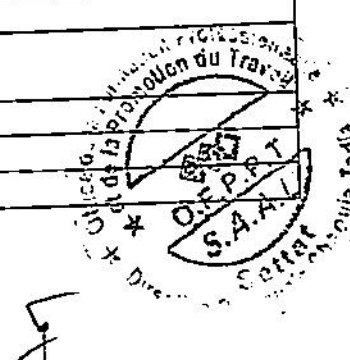
CQP OUED ZEM2	1	1	1	1
ITA HATTANE	1	1	1	1
ITA BOUJNIBA	1	1	1	1
ISTA & INTERNAT KHOURIBGA	2	3	1	2
ISGI KHOURIBGA	1	1	1	1
CQP QUARTIER ADMIN KHOURIBGA	1	1	1	1
CQP DRISS I KHOURIBGA	1	1	1	1
	26	28	22	24

Lot2 : Il concerne les établissements de formation de l'OFPPT relevant de la Direction Régionale CHAOUIA TADLA suivant: ISTA & INTERNAT BENAHMED, CQP OULAD MRAH, ISTA LBROUJ, DRCT, ISTA1 & INTERNAT SETTAT, ISTA2 SETTAT, CQP SETTAT, CQP SIDI ABDELKRIM SETTAT, CMFP SETTAT, ISTA BERRECHID, ISTICG BERRECHID, CMC BERRECHID, ITA HAD SOUALEM, ITA EL GARA, ISTA BOUZNIKA, ISTA BENSLIMANE.

	Agent de gardiennage du jour		Agent de gardiennage de nuit – Maître Chien	
	Min	Max	Min	Max
ISTA & INTERNAT BENAHMED	2	2	2	2
CQP OULAD MRAH	1	1	1	1
ISTA LBROUJ	1	1	1	1
DRCT	1	1	0	0
ISTA1 & INTERNAT SETTAT	2	2	2	2
ISTA2 SETTAT	1	1	1	1
CQP SETTAT	1	1	1	1
CQP SIDI ABDELKRIM SETTAT	1	1	1	1
CMFP SETTAT	1	1	1	1
ISTA BERRECHID	1	1	1	2
ISTICG BERRECHID	1	1	1	1
CMC BERRECHID	1	1	1	1
ITA HAD SOUALEM	1	1	1	1
ITA EL GARA	1	1	0	1
ISTA BOUZNIKA	1	1	1	1
ISTA BENSLIMANE	1	1	1	1
	18	18	16	18

B- Adresse par site

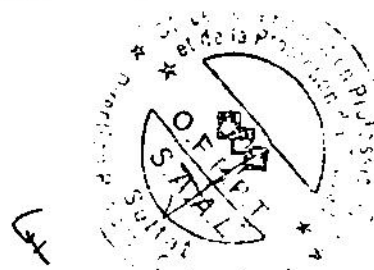
EFP	Adresse
LOT1	
ISTA & INTERNAT KHOURIBGA	HAY ERRACHAD BP81 25000 KHOURIBGA
ISGI KHOURIBGA	HAY RACHAD BP 730 KHOURIBGA
ITA BOUJNIBA	RTE DE L'ECOLE DE MAÎTRISE BP05 25100
ITA HATTANE	PRÈS DE LA MUNICIPALITE DE HATTANE



CQP QA KHOURIBGA	BD BENI AMIR HAY ERRACHAD BP127 25000 KHOURIBGA
CQP DRISSI KHOURIBGA	RTE SOUK SEBT EL FOKRA 25000 KHOURIBGA
ISTA OUED ZEM	RTE FQIH BENSALAH 25350 OUED ZEM
CQP1 OUED ZEM	ROUTE BOUJAAD 25350 OUED ZEM
CQP2 OUED ZEM	RTE FQIH BENSALAH 25350 OUED ZEM
ISTA BOUJAAD	QUARTIER ADMINISTRATIF RTE BENI MELLAL 25050 BOUJAAD
ISTA FQIH BENSALAH	QUARTIER ADMINISTRATIF BP144 23200 FQIH BENSALAH
ISTA SOUK SEBT	RTE FQIH BENSALAH BP159 23550 SOUK SEBT
ISTA AZILAL	QUARTIER ADMINISTRATIF BP 104 22000 AZILAL
ISTA & INTERNAT BENIMELLAL	CFP BENIMELLAL, BD LAKRABECH VERS FQIH, BENIMELLAL
CQP BENIMELLAL	
ISGI BENIMELLAL	
ISTA NTIC BENIMELLAL	
ISIAO BENIMELLAL	
ISTA KASBA TADLA	
ISTA KSIBA	QUARTIER ADMINISTRATIF BP 104 22000 AZILAL
ISTA AZILAL	
ITA DEMNATE	AIT OUAGANNOUNE BP 105 22000 DEMNATE
CQP OUAOUIZERTH	BP 11 22000 OUAOUIZERTH
LOT2	
ITA LBROUJ	QUARTIER ADMINISTRATIF LBROUJ
ISTA BOUZNKA	QUARTIER INDUSTRIEL BOUZNKA
ISTA BENSLIMANE	BD PRINCESSE LALLA AICHA QUARTIER DES JARDINS BP 87 13000 BENSLIMANE
ISTA & INTERNAT BENAHMED	ZONE INDUSTRIELLE BENAHMED
CQP BENAHMED	QUARTIER ADMINISTRATIF 26050 BENAHMED
CQP OULAD MRAH	RTE DE SETTAT OULAD MRAH
ISTA BERRECHID	RTE HAD SOUALEM BP 26 26100 BERRECHID
CMC BERRECHID	HAY HASSANI BERRECHID
ISTICG BERRECHID	QUARTIER ADMINISTRATIF BERRECHID
ITA HAD SOUALEM	RTE EL JADIDA HAD SOUALEM
DRCT	Bd RAHAL EL MESKINI, BP 241 SETTAT
ISTA1 & INTERNAT SETTAT	RUE DES ABATTOIRS, 26000 SETTAT
CQP SETTAT	Bd RAHAL EL MESKINI, SETTAT
CMFP SETTAT	SETTAT
ISTA NTIC SETTAT	QUARTIER ADMINISTRATIF SETTAT
CQP SIDI ABDELKRIM	SETTAT

ARTICLE N° 2 : PIECES INCORPOREES AU CONTRAT

1. Les documents contractuels sont par ordre de priorité :
2. L'acte d'engagement,
3. Le présent cahier des prescriptions spéciales,
4. Le bordereau des prix - détail estimatif,
5. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services
Portant sur les prestations d'Etudes et de Maîtrise d'œuvre passées pour le compte de
L'Etat (CCAG-EMO) approuvé par le décret n° 2-01-2332 du 22 Rabii I 1423 (04 Juin 2002).



ARTICLE N° 3 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX REGLEMENTAIRES

- Pour tout ce qui ne sera pas contraire aux clauses du présent cahier des prescriptions spéciales, le titulaire restera soumis entre autres aux textes réglementaires suivants :
- (Ils pourront être obtenus par les moyens propres du titulaire auprès des organismes compétents) :
- Le règlement des marchés, approuvé le 18 Chaabane 1435 (16 Juin 2014), relatif aux marchés publics de l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (OFPPT).
- Le Décret n°2-03-703 du 18 ramadan 1424 (13/11/2003) relatif aux délais de paiement et aux intérêts moratoires en matière de marchés de l'Etat, complété par l'arrêté du ministres des finances et de la privatisation n°617-04 du 9 safar 1425 (31mars 2004)
- La loi n°69-00 relative au contrôle financier de l'Etat sur les entreprises publiques et autres organismes (B.O. n°5170 du 18/12/2003).
- L'arrêté 2-3663 du 13 /07/2005 portant organisation financière et comptable de l'OFPPT.
- Le Dahir N°1-15-05 du 19 FEVRIER 2015 (29 RABII II 1436) portant promulgation de la loi N° 112-13 relatif au nantissement des Marchés Publics ;
- Le dahir n°1.85.347 du 20/12/1985 relatif à l'institution générale de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).
- La décision du Ministre des Finances et de la Privatisation - DEPP n° 2-0610 du 26 Février 2008 fixant le visa préalable du contrôleur d'Etat de l'OFPPT pour les marchés de fournitures et de prestation de service dont le montant est supérieur à 1 000 000,00 DHS.
- Le dahir n° 1-03-194 du 14 Rajeb 1424(11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n°65-99 relative au code du travail ;
- Le décret royal n° 330-66 du 10 moharrem 1387 (21 avril 1967) portant règlement général de comptabilité publique tel qu'il a été modifié et complété ;
- Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi, les salaires de la main d'œuvre particulièrement le décret royal n° 2.73.685 du 12 Kaada 1393 (08 Décembre 1973) portant revalorisation du salaire minimum dans l'industrie, le commerce, les professions libérales et l'agriculture.
- Le Dahir n° 1-07-155 du 19 kaada 1428 (30 novembre 2007) portant promulgation de la loi n° 27-06 relative aux activités de gardiennage et de transport de fonds.
- Arrêté conjoint du ministre de l'intérieur et du ministre de l'emploi et de la formation professionnelle n°900-12 du 2 rabii II 1433 (24 février 2012) fixant les conditions d'obtention d'un diplôme ou d'un certificat justifiant l'aptitude professionnelle pour l'exercice des activités de gardiennage.

et d'une façon générale toutes les lois et tous les règlements en vigueur au Maroc ayant un rapport avec l'objet du présent marché.

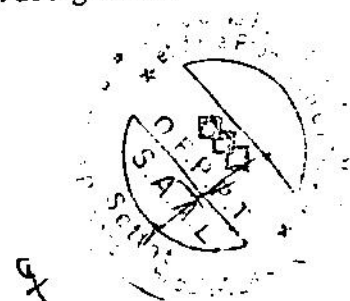
ARTICLE N° 4 : REVISION DES PRIX

Les prix des prestations objet du marché sont fermes et non révisables.

Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix de règlement.

ARTICLE N° 5 : NATURE DES PRIX

Le présent marché est à prix unitaires.



Les sommes dues au titulaire sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix - détail estimatif, aux quantités pour les prestations réellement exécutées conformément au marché.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au prestataire de services une marge pour bénéfice et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.

ARTICLE N° 6 : DROITS DE TIMBRES

Le titulaire acquittera les droits de timbre auxquels donnera lieu le présent marché, tels que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE N° 7 : DELAI D'EXECUTION

Le présent marché cadre est conclu pour une période déterminée n'excédant pas l'année en cours. Il sera reconduit tacitement d'année en année dans la limite d'une durée totale de trois (3) années consécutives. La durée du marché-cadre court à compter de la date de commencement de l'exécution des prestations prévue par ordre de service.

La non reconduction du marché est prise à l'initiative de l'une des deux parties au marché moyennant un préavis de deux (2) mois adressé par lettre recommandée avant sa date d'échéance. Elle donne lieu à la résiliation du marché.

ARTICLE N° 8 : PENALITES DE RETARD

Le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de deux pour mille par jour calendaire de retard, calculé sur la base du montant annuel hors TVA du marché et ce dès que le délai de dix (10) jours de démarrage des prestations est dépassé.

Le titulaire encourt également sans mise en demeure préalable :

- une pénalité de cent (100) DH par jour d'absence et par personne sera appliquée à l'encontre du titulaire en plus du non paiement de la journée durant laquelle l'absence a été constatée. Le montant relatif à la journée en question s'élève au 1/30 du montant mensuel hors TVA.
- Une pénalité de (100) Dhs par jour et par agent en cas de retard au delà de 24h qui suit l'appel téléphonique et l'envoi d'un fax par la Direction Régionale CHAOUIA TADLA ou la Direction de l'EFP concerné, relative au remplacement d'un agent indésirable.
- Une pénalité de cent (100) Dhs par jour et par agent sera appliquée à l'encontre du titulaire, dans le cas de non-respect par l'agent aux prescriptions relatives à l'uniforme (tenue de travail)
- Une pénalité de cent (100) Dhs par jour et par agent Maître-chien n'ayant pas ramené le chien.

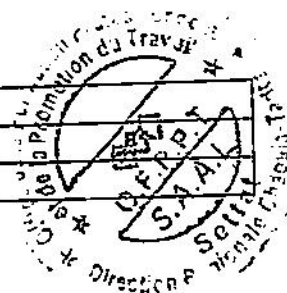
Le montant global des pénalités est plafonné à 10 % du montant annuel du marché.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable du titulaire et sans préjudice de l'application des autres mesures coercitives prévues à l'article 52 du CCAG-EMO

ARTICLE N° 9 : CAUTIONNEMENTS PROVISOIRE ET DEFINITIF

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à :

Lot	Montant de la caution provisoire
01	45 000,00DH (Quarante-Cinq mille DH)
02	32 000,00DH (Trente-deux mille DH)



Handwritten mark resembling a stylized 'F' or 'E'.

Le cautionnement provisoire qui reste affecté à la garantie des engagements contractuels du titulaire dans les cas prévus par l'article 15 § 1 du CCAG-EMO.

Le montant du cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant initial du marché.

Le cautionnement définitif doit être constitué dans les trente (30) jours qui suivent la notification de l'approbation du marché.

Si le prestataire de service ne réalise pas le cautionnement définitif dans un délai de 30 jours qui suivent la notification de l'approbation du présent marché, le montant du cautionnement provisoire fixé ci-dessus reste acquis au maître d'ouvrage.

En application des dispositions de l'article 16 du CCAG-EMO, le cautionnement provisoire est restitué au titulaire du marché ou la caution qui le remplace est libérée après que le titulaire aura réalisé le cautionnement définitif.

Le cautionnement définitif est restitué, sauf les cas d'application de l'article 52 du CCAG-EMO, dès la signature du procès-verbal de la réception définitive des prestations objet du marché.

ARTICLE N° 10 : RESPONSABILITE DU TITULAIRE DU MARCHE.

L'attributaire s'engage à :

1) Appliquer la réglementation du travail en vigueur, notamment :

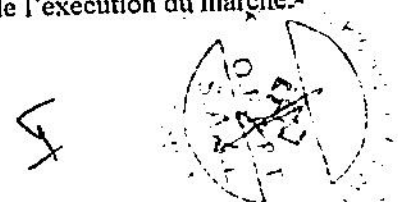
- Le respect de la législation du travail notamment en ce qui concerne les horaires du travail (repos hebdomadaire, congé, ...)
- Le respect du SMIG;
- La déclaration des agents proposés à la CNSS, en mettant à la disposition du maître d'ouvrage les attestations de leur immatriculation;
- Le respect de la législation du travail notamment en ce qui concerne les horaires du travail (retard, absence,).
- Le personnel du titulaire doit être couvert par une assurance conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

En cas d'affectation d'un nouvel agent, l'attributaire est tenu d'accomplir les mêmes formalités précitées ;

2) Fournir à la Direction Régionale CHAOUIA TADLA relevant de l'OFPPT les carnets de vaccination des chiens prévus dans la cadre du présent marchés.

3) A mettre en œuvre tous les moyens humains et matériel nécessaires pour assurer efficacement sa mission,

- Tout agent qui n'a pas les qualités requises (morales ou professionnelles) pour l'exercice de cette fonction doit être remplacé immédiatement.
- Le titulaire doit mettre à la disposition de ses agents, des registres dans lesquels chaque agent doit rédiger ses observations sous forme d'un compte rendu et le signer avant de quitter son service.
- La société est tenue de remettre à la Direction Régionale CHAOUIA TADLA relevant de l'OFPPT les copies légalisées des CNI, fiches de renseignements, les CV, fiches anthropométriques des agents affectés aux établissements de formation de l'OFPPT relevant de la Direction Régionale CHAOUIA TADLA, avant le commencement de l'exécution du marché.



En cas d'affectation d'un nouvel agent, au cours de l'exécution du marché, la société est tenue d'accomplir les mêmes formalités précitées.

Pour les prestations de visites, les agents d'accueils doivent établir les listes des personnes ayant visité les locaux, tout en mentionnant leurs noms, prénoms, qualité et objet de la visite.

ARTICLE N° 11 : MODE DE REGLEMENT

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application des prix unitaires définis et établis pour chaque prix par le titulaire au nombre des agents, conformément aux descriptions figurant au bordereau des prix – détail estimatif et aux conditions du cahier définissant les spécifications techniques

ARTICLE N°12 : MODALITES DE PAIEMENT

Le règlement des prestations réalisées sera effectué sur présentation de la facture établie en 5 exemplaires en application des prix du bordereau des prix – détail estimatif aux quantités pour les prestations réellement exécutées.

Le montant de chaque facture est réglé au prestataire de service après réception par le maître d'ouvrage des prestations objet du marché.

Seules sont réglées les prestations prescrites par le présent cahier des prescriptions spéciales ou par ordre de service notifié par le maître d'ouvrage.

Sur ordre du maître d'ouvrage, les sommes dues au prestataire de service seront versées au compte bancaire du titulaire du marché dont le numéro est précisé dans le préambule du présent marché.

Le paiement est tributaire de la présentation de toutes les pièces mentionnées ci-dessous :

- ✓ **Les PV d'exécution des prestations réalisées dûment signées par les responsables des établissements de formation touchés par les prestations.**
- ✓ **La liste nominative des agents dûment signées par les responsables des établissements de formation touchés par les prestations.**
- ✓ **La liste des assurés déclarés au titre du mois..... (formulaire 212-2-45 délivré par la CNSS, attestant la déclaration effective et le paiement des cotisations sous forme de liste nominative de tous les agents objet de la facture. Dûment signées et cachetées par l'entreprise**

Tout changement du numéro de compte doit faire l'objet d'un avenant.

ARTICLE N° 13 : DELAI ET RETENUE DE GARANTIE

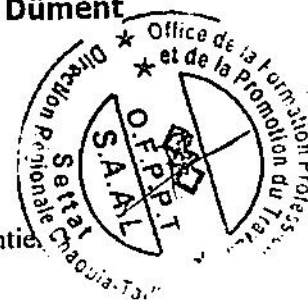
Compte tenu de la nature des prestations, il n'est prévu ni délai de garantie ni retenue de garantie.

ARTICLE N° 14 : SOUS-TRAITANCE

Si le prestataire envisage de sous-traiter une partie du marché, il doit notifier au maître d'ouvrage :

- l'identité, la raison ou la dénomination sociale, et l'adresse des sous- traitants
- le dossier administratif des sous-traitants, ainsi que leurs références techniques et financières ;
- la nature des prestations et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ;
- le pourcentage desdites prestations par rapport au montant du marché ;
- et une copie certifiée conforme du contrat de sous-traitance.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents conformément à l'article 24 du règlement relatif aux marchés publics de l'OFPPT.



La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché.

Le titulaire du marché est tenu, lorsqu'il envisage de sous-traiter une partie du marché, de la confier à des prestataires installés au Maroc et notamment à des petites et moyennes entreprises conformément à l'article 141 du règlement des marchés précité.

Le titulaire du marché demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché tant envers le maître d'ouvrage que vis-à-vis des ouvriers et des tiers. Le maître d'ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants.

ARTICLE N° 15 : DOMICILE DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu d'élire domicile au Maroc qu'il doit indiquer dans l'acte d'engagement ou le faire connaître au maître d'ouvrage dans le délai de quinze (15) jours à partir de la notification, qui lui est faite, de l'approbation de son marché.

Faute par lui d'avoir satisfait à cette obligation, toutes les notifications qui se rapportent au marché sont valables lorsqu'elles ont été faites au siège de l'entreprise dont l'adresse est indiquée dans le cahier des prescriptions spéciales.

En cas de changement de domicile, le titulaire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE N° 16 : VALIDITE DU MARCHE

Le marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après sa signature par l'autorité compétente de l'Office ou par son délégataire dûment désigné et leur visa par le Contrôleur d'Etat, lorsque ledit visa est requis.

ARTICLE N° 17 : DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE.

L'approbation des marchés doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante-quinze (75) jours à compter de la date fixée pour l'ouverture des plis.

Les conditions de prorogation de ce délai sont fixées par les dispositions de l'article 136 du règlement des marchés de l'OFPPT.

ARTICLE N° 18 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

En application des dispositions de l'article 20 du CCAG-EMO, le titulaire doit souscrire, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur, les polices d'assurances qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du présent marché.

ARTICLE 19 : PROTECTION DES EMPLOYES DU TITULAIRE DU MARCHE

Les formalités de recrutement et de paiement des employés sont celles prévues par les dispositions de l'article 19 du CCAG-EMO.

ARTICLE N° 20 : REGLEMENT DES CONTESTATIONS

Si, en cours d'exécution du marché, des difficultés, différends ou litiges surviennent avec le maître d'ouvrage et le titulaire, ceux-ci s'engagent à les régler dans le cadre des stipulations des articles 52 à 55 du CCAG-EMO.



Lorsque ces litiges ne sont pas réglés conformément aux dispositions du premier alinéa du présent article, ils sont soumis aux tribunaux compétents

ARTICLE N° 21 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement du présent marché, il est précisé que :

- 1- La liquidation des sommes dues par l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail, en exécution du marché sera opérée par le Directeur Général de l'OFPPT ou par la personne ayant reçu délégation à cet effet.
- 2- Les paiements prévus au présent marché seront effectués par le Trésorier Payeur de l'OFPPT, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché.
- 3- Les renseignements et les états prévus à l'article 8 du Dahir n°1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n°112-13 relative au nantissement des marchés publics, seront fournis par le Directeur Général de l'OFPPT au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire éventuel des nantissemments ou subrogations.
- 4- En application de l'article 11 CCAG-EMO approuvé par le décret n° 2-01-2332 du 22 Rabii I 1423 (04 Juin 2002), l'OFPPT délivrera à la demande du titulaire un exemplaire unique du marché. Les frais de timbrage sont à la charge exclusive du titulaire.

ARTICLE N° 22 : RECEPTIONS PROVISOIRE ET DEFINITIVE

Compte tenu de la nature des prestations les réceptions provisoire et définitive sont confondues ; il sera procédé directement à la réception définitive.

ARTICLE N° 23 : REPRESENTATION DU TITULAIRE DU MARCHE

Pendant toute la période d'exécution du marché, le titulaire du marché devra désigner son représentant auprès de la Direction Régionale CHAOUIA TADLA, investi des pouvoirs et prérogatives nécessaires pour :

- assurer le suivi et la réalisation du marché
- participer aux réunions ou entretiens avec les représentants de Direction Régionale CHAOUIA TADLA.
- faciliter les contacts, encadrer les équipes, veiller au bon fonctionnement des prestations et signer les PV.

Ce représentant devra être qualifié, avec suffisamment d'expérience, pour assurer en permanence sa mission sur les lieux. Si sa qualification n'apparaît pas suffisante, la Direction Régionale CHAOUIA TADLA pourra demander son remplacement.

Le titulaire du marché est tenu de répondre à chaque convocation qui lui sera adressée pour se rendre soit dans les bureaux de la Direction Régionale CHAOUIA TADLA soit sur les lieux de la réalisation des prestations. Au cas où il ne pourrait pas assister personnellement aux réunions prévues, il doit auparavant désigner la personne qualifiée pour le représenter auprès de la Direction Régionale CHAOUIA TADLA.



ARTICLE N° 24 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

Le prestataire de services ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le prestataire de services ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché.

ARTICLE N° 25 : RESILIATION DU MARCHÉ

Le marché peut être résilié par l'OFPPT de plein droit dans tous les cas de figure prévus par les textes en vigueur (le CCAG-EMO approuvé par le décret n° 2-01-2332 du 22 Rabii I 1423 (04 Juin 2002) et règlement des marchés de l'OFPPT, approuvé le 18 Chaabane 1435 (16 Juin 2014)).

ARTICLE N° 26 : MESURES COERCITIVES

Lorsque le titulaire ne se conforme pas, soit aux stipulations du marché, soit aux ordres de service qui lui sont donnés par l'OFPPT, l'autorité compétente le met en demeure d'y satisfaire dans un délai de quinze (15) jours à dater de la notification de la mise en demeure.

Passé ce délai, si le titulaire n'a pas exécuté les dispositions prescrites, l'autorité compétente peut prononcer la résiliation pure et simple du marché, assortie de la confiscation du cautionnement définitif.

Les dispositions de l'article 52 du CCAG-EMO seront appliquées.



CHAPITRE II : Le cahier définissant les spécifications techniques

I. OBJET DU MARCHÉ

Le Gardiennage et la Surveillance des bâtiments administratifs, techniques, pédagogiques et leur dépendance dans les établissements de formation relevant de la Direction Régionale CHAOUIA TADLA

Lot1 : Il concerne les établissements de formation de l'OFPPPT relevant de la Direction Régionale CHAOUIA TADLA suivant : ISIAO BENIMELLAL, ISTA & INTERNAT BENIMELLAL, CQP BENIMELLAL, ISTHT BENIMELLAL, ISGI BENIMELLAL, ISTA NTIC BENIMELLAL, ISTA KASBA TADLA, ISTA KSIBA, ISTA FQIH BENSALAH, ISTA SOUK SEBT, ISTA BOUJAAD, ISTA OUED ZEM, CQP OUED ZEM1, CQP OUED ZEM2, ITA HATTANE, ITA BOUJNIBA, ISTA & INTERNAT KHOURIBGA, ISGI KHOURIBGA, CQP QUARTIER ADMIN KHOURIBGA, CQP DRISS I KHOURIBGA, ISTA DEMNATE, ISTA AZILAL, CQP OUAOUIZERTH

Lot2 : Il concerne les établissements de formation de l'OFPPPT relevant de la Direction Régionale CHAOUIA TADLA suivant : ISTA & INTERNAT BENAHMED, CQP OULAD MRAH, ISTA LBROUJ, DRCT, ISTA1 & INTERNAT SETTAT, ISTA2 SETTAT, CQP SETTAT, CQP SIDI ABDELKRIM SETTAT, CMFP SETTAT, ISTA BERRECHID, ISTICG BERRECHID, CMC BERRECHID, ITA HAD SOUALEM, ITA EL GARA, ISTA BOUZNKA, ISTA BENSLIMANE,

II.1 REPARTITION DES POSTE

Lot1 : Il concerne les établissements de formation de l'OFPPPT relevant de la Direction Régionale CHAOUIA TADLA suivant : ISIAO BENIMELLAL, ISTA & INTERNAT BENIMELLAL, CQP BENIMELLAL, ISTHT BENIMELLAL, ISGI BENIMELLAL, ISTA NTIC BENIMELLAL, ISTA KASBA TADLA, ISTA KSIBA, ISTA FQIH BENSALAH, ISTA SOUK SEBT, ISTA BOUJAAD, ISTA OUED ZEM, CQP OUED ZEM1, CQP OUED ZEM2, ITA HATTANE, ITA BOUJNIBA, ISTA & INTERNAT KHOURIBGA, ISGI KHOURIBGA, CQP QUARTIER ADMIN KHOURIBGA, CQP DRISS I KHOURIBGA, ISTA DEMNATE, ISTA AZILAL, CQP OUAOUIZERTH

	Agent de gardiennage du jour		Agent de gardiennage de nuit - Maître Chien	
	Min	Max	Min	Max
ISTA DEMNATE	1	1	1	1
ISTA AZILAL	1	1	1	1
CQP OUAOUIZERTH	1	1	1	1
ISIAO BENIMELLAL	2	2	2	2
ISTA & INTERNAT BENIMELLAL	2	3	1	2
CQP BENIMELLAL	1	1	1	1
ISTHT BENIMELLAL	1	1	0	0
ISGI BENIMELLAL	1	1	1	1
ISTA NTIC BENIMELLAL	1	1	1	1
ISTA KASBA TADLA	1	1	1	1
ISTA KSIBA	1	1	1	1
ISTA FQIH BENSALAH	1	1	1	1
ISTA SOUK SEBT	1	1	0	0
ISTA BOUJAAD	1	1	1	1
ISTA OUED ZEM	1	1	1	1
CQP OUED ZEM1	1	1	1	1

CQP OUED ZEM2	1	1	1	1
ITA HATTANE	1	1	1	1
ITA BOUJNIBA	1	1	1	1
ISTA & INTERNAT KHOURIBGA	2	3	1	2
ISGI KHOURIBGA	1	1	1	1
CQP QUARTIER ADMIN KHOURIBGA	1	1	1	1
CQP DRISS I KHOURIBGA	1	1	1	1
	26	28	22	24

Toutefois, l'OFPPT se réserve le droit de redéploiement des agents, en fonction des besoins des sites.

Lot2 : Il concerne les établissements de formation de l'OFPPT relevant de la Direction Régionale CHAOUIA TADLA suivant : ISTA & INTERNAT BENAHMED, CQP OULAD MRAH, ISTA LBROUJ, DRCT, ISTA1 & INTERNAT SETTAT, ISTA2 SETTAT, CQP SETTAT, CQP SIDI ABDELKRIM SETTAT, CMFP SETTAT, ISTA BERRECHID, ISTICG BERRECHID, CMC BERRECHID, ITA HAD SOUALEM, ITA EL GARA, ISTA BOUZNIKA, ISTA BENSLIMANE.

	Agent de gardiennage du jour		Agent de gardiennage de nuit – Maître Chien	
	Min	Max	Min	Max
ISTA & INTERNAT BENAHMED	2	2	2	2
CQP OULAD MRAH	1	1	1	1
ISTA LBROUJ	1	1	1	1
DRCT	1	1	0	0
ISTA1 & INTERNAT SETTAT	2	2	2	2
ISTA2 SETTAT	1	1	1	1
CQP SETTAT	1	1	1	1
CQP SIDI ABDELKRIM SETTAT	1	1	1	1
CMFP SETTAT	1	1	1	1
ISTA BERRECHID	1	1	1	2
ISTICG BERRECHID	1	1	1	1
CMC BERRECHID	1	1	1	1
ITA HAD SOUALEM	1	1	1	1
ITA EL GARA	1	1	0	1
ISTA BOUZNIKA	1	1	1	1
ISTA BENSLIMANE	1	1	1	1
	18	18	16	18

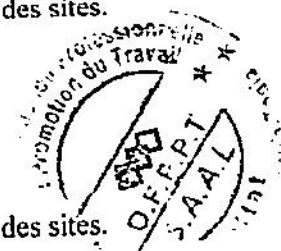
Toutefois, l'OFPPT se réserve le droit de redéploiement des agents, en fonction des besoins des sites.

II.2 LES HORAIRES DU TRAVAIL :

Pour les agents de gardiennage du jour : de 07H du matin à 19H du soir

Pour les agents de gardiennage du soir – Maître chien : de 19H du soir à 07H du matin

Toutefois, l'OFPPT se réserve le droit de changement des horaires, en fonction des besoins des sites.



5

III. OBLIGATION DU TITULAIRE

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens humains et matériels nécessaires pour assurer efficacement sa mission, notamment, ceux proposés dans son offre.

Les préposés du titulaire doivent être de bonne moralité, de sexe masculin, avoir une bonne condition physique, de grande taille, posséder les capacités et aptitudes de l'agent de sécurité et avoir un niveau scolaire suffisant pour manipuler les équipements qui pourront éventuellement être mis à leur disposition : caméras de vidéosurveillance, scanners, ordinateurs, etc.

Tout agent qui n'a pas les qualités requises (morales ou professionnelles) pour l'exercice de cette fonction doit être remplacé immédiatement.

Le titulaire doit mettre à la disposition de ses employés un registre par poste dans lesquels chaque vigile doit rédiger ses observations sous forme d'un compte-rendu et le signer avant de quitter son service. Les observations et consignes des vigiles portent sur tout incident de jour comme de nuit qu'ils transmettront au(x) responsable(s) des établissements de formation de l'OFPPT relevant de la Direction Régionale CHAOUIA TADLA ou à leurs représentants chaque matin.

La société prestataire du service de gardiennage s'engage à respecter la réglementation de travail en vigueur (SMIG, CNSS, assurances, congés payés...) et servir les salaires à la fin de chaque mois ; Pour les prestations de surveillance et de gardiennage, pendant les week-ends et jours fériés, les vigiles doivent établir les listes des personnes ayant visité les locaux administratifs, tout en mentionnant leur nom, prénom, qualité, l'objet de leurs visites et les horaires de leur entrée et sortie ;

Les préposés du prestataire doivent respecter la bonne tenue vestimentaire et la propreté. A cet effet, le prestataire doit fournir à son personnel, pour les services jour et nuit, des tenues d'été, d'hiver agréées par la Direction Régionale CHAOUIA TADLA avec des badges qu'ils porteront obligatoirement ;

Les préposés du prestataire doivent assurer une stricte confidentialité et non divulgation de tous renseignements ou informations concernant les employés ou visiteurs des établissements de formation de l'OFPPT relevant de la Direction Régionale CHAOUIA TADLA ;

Le prestataire doit soumettre à la Direction Régionale CHAOUIA TADLA les fiches de renseignements (Les copies des CIN et fiches anthropométriques), CV des agents qui seront affectés à la mission citée en objet. Ces CV doivent relater l'ensemble du cursus du vigile, notamment son expérience en matière de gardiennage, d'accueil et son niveau scolaire ; après notification de l'ordre de service et avant le commencement de l'exécution du marché.

L'attributaire s'engage à produire les carnets des vaccins des chiens affectés dans le cadre du présent marché.

IV. DEROULEMENT DE LA PRESTATION

Le titulaire s'engage à assurer les prestations de gardiennage et de surveillance des biens meubles ou immeubles des sites, les gardiens employés à des tâches de surveillance n'exercent leurs fonctions qu'à l'intérieur des bâtiments ou dans les limites des propriétés desdits sites.

La mission, qui engage le titulaire, consiste sans qu'elle soit restreinte, à assurer 24 heures/24 heures et 7 jours/7 jours le gardiennage et la surveillance des locaux, matériels et équipements :

- Assurer la garde, la surveillance et le contrôle des accès de tout le périmètre des bâtiments des sites, afin d'éviter toute intrusion ou acte pouvant porter préjudice aux biens des Etablissement de Formation de l'OFPPT, à son personnel ou à ses partenaires ;
- Contrôler et inspecter toutes les entrées et les sorties des personnes, véhicules et marchandises ;
- Maîtriser l'usage de la vidéosurveillance et des moyens de détection spécifiques qui pourront éventuellement être mis, à ces fins, à la disposition des agents de sécurité du prestataire.
- Assurer l'accueil des visiteurs avec courtoisie et respect ;

- Enregistrer les visiteurs en mentionnant :
 - ✓ Prénom et nom
 - ✓ Numéro de la CNI ou passeport
 - ✓ Personne à visiter/Objet de la visite
 - ✓ Heures d'entrée et de sortie
- Orienter les visiteurs vers les services concernés en leur remettant des badges visiteurs;
- Prêter assistance au personnel affecté à l'accueil des visiteurs et du public;
- Surveiller et contrôler les visiteurs avec professionnalisme ;
- Assurer la prise des messages destinés au personnel de l'OFPPT;
- Exiger un laissez-passer mentionnant les travaux à effectuer par tout prestataire de services et fournisseurs désirant pénétrer dans les enceintes établissements de l'OFPPT relevant de la Direction Régionale CHAOUIA TADLA;
- Veiller sur la sécurité des biens meubles et immeubles des établissements de l'OFPPT relevant de la Direction Régionale CHAOUIA TADLA en mettant en œuvre les mesures qui s'imposent;
- Prévenir les actes de vols en effectuant des rondes à l'intérieur et aux alentours des Locaux ;
- Prévenir et contrôler les incendies, les fuites d'eau et les pertes dues à l'usage intempestif du dispositif d'éclairage, notamment en dehors des horaires de travail ;
- Effectuer les premières opérations d'interventions en cas d'incendie, de dégâts des eaux, d'accidents ou tout autre incident majeur et aider à l'évacuation des lieux avec sang froid et professionnalisme en utilisant les moyens mis à leur disposition et en alertant les services et les personnes concernés ;
- Vérifier le bon état des extincteurs, de leur fonctionnement, la date d'expiration et signaler toute anomalie constatée par l'Entité qui aura à charge la gestion du marché ;
- S'assurer de l'absence d'intrus, la fermeture des portes et fenêtres, la fermeture des robinets et l'extinction des lumières et ce, à travers des rondes générales de jour comme de nuit.
- Rendre compte oralement et par écrit de tout incident ou anomalie survenu aux établissements de l'OFPPT relevant de la Direction Régionale CHAOUIA TADLA et aux zones limitrophes.

En sus du contrôle et de la surveillance normale des prestations par les équipes spécialisées ou les responsables de l'OFPPT, le prestataire doit fournir à ces derniers, s'ils le demandent, tous les renseignements et toutes les explications utiles pour l'exécution de leur mission. En outre, il doit informer les responsables de tous les incidents ou problèmes qui interviennent durant l'accomplissement de sa tâche, ainsi que les mesures à prendre pour y remédier.

La Direction Régionale CHAOUIA TADLA, ainsi que les responsables des établissements de formation se réserve le droit de :

- Contrôler la présence des vigiles dans leurs postes ;
- Contrôler la conformité du profil des vigiles et demander leur remplacement par d'autres plus qualifiés;

Pendant les jours ouvrables (de 7 Heures à 19 Heures), les équipes du titulaire doivent assurer :

- l'assistance du personnel affecté à l'accueil des locaux ;
- le contrôle des accès des locaux ;
- le renseignement des usagers, des clients et visiteurs ;
- l'orientation des visiteurs vers les services concernés ;
- la vérification et l'inspection des colis suspects ;
- la prévention et le contrôle des incendies ;
- Le contrôle de fermeture des portes et des locaux ;
- Contrôle des éclairages inutiles.



Pendant toutes les nuits et pendant les jours non ouvrables

En plus des activités citées à la clause III, le titulaire s'engage à assurer le gardiennage et la surveillance des locaux, en affectant nuit – Gardiens – Maîtres Chiens qui doivent effectuer des rondes toutes les nuits à l'intérieur et aux alentours des bâtiments.

Les rondes de surveillance seront assurées par les agents de gardiennage - maîtres chiens suivant un planning validé par les responsables des établissements de formation de l'OFPPT relevant de la Direction Régionale CHAOUIA TADLA.

V. RESPONSABILITE DU TITULAIRE

En matière de responsabilité du titulaire, le prestataire répond des faits et fautes de ses préposés ayant entraîné un préjudice quelconque aux établissements de formation de l'OFPPT relevant de la Direction Régionale CHAOUIA TADLA et aux personnels et partenaires de celui-ci. En cas de vol de matériel ou son endommagement, par faute des agents de sécurité, dans les établissements de formation de l'OFPPT relevant de la Direction Régionale CHAOUIA TADLA ou dans l'une de ses dépendances, le prestataire sera tenu de dédommager l'OFPPT dans la limite de la valeur vénale dudit matériel ou équipement.

VI. PROFIL DE L'EQUIPE**1. Agents de surveillance**

Selon la répartition des vigiles donnée en annexe, et en vue de couvrir les besoins, le titulaire doit mettre à la disposition du maître d'ouvrage un effectif total des agents de sécurité – maîtres chiens spécialisés, répartis selon les postes et horaires prévus au bordereau des prix-détail estimatif. Le prestataire s'engage à affecter à cette mission une équipe composée initialement de vigiles et maîtres chiens choisis pour leurs compétences professionnelles, leur complémentarité et leur connaissance du domaine de gardiennage et d'accueil en vue de répondre au mieux à la demande de la Direction Régionale CHAOUIA TADLA relevant de l'OFPPT.

Les agents de surveillance doivent justifier d'au moins le niveau de la 3ème année de l'enseignement secondaire collégial, ou bien au moins 18 mois d'expérience dans le domaine du gardiennage.

La Direction Régionale CHAOUIA TADLA relevant de l'OFPPT se réserve le droit d'augmenter (avec un temps de réponse maximum de 4 heures) et de diminuer à tout moment le nombre des agents de sécurité. Dans le cas de diminution de ces agents, le prestataire ne pourra prétendre à une quelconque indemnité.

La Direction Régionale CHAOUIA TADLA relevant de l'OFPPT se réserve le droit de demander le remplacement du personnel prévu initialement par des agents plus qualifiés.

Tout agent qui n'a pas les qualités requises (morales ou professionnelles) pour l'exercice de cette fonction doit être remplacé immédiatement.

Les agents de sécurité agréés par la Direction Régionale CHAOUIA TADLA relevant de l'OFPPT au début de la mission ne peuvent être remplacés qu'après accord de la Direction Régionale CHAOUIA TADLA relevant de l'OFPPT.

Aucune absence des agents du prestataire n'est tolérée par la Direction Régionale CHAOUIA TADLA relevant de l'OFPPT. Si l'un des vigiles s'est vu dans l'impossibilité d'assurer son travail, le titulaire doit le remplacer immédiatement.

VII. REPRISE ET REMISE DE SERVICES PAR LES AGENTS DE SURVEILLANCE.

L'agent de surveillance est tenu de se présenter à son poste au moins (5) cinq minutes avant la prise de son service. Dans le cas d'un poste continu avec relève, l'agent de surveillance en place ne peut en aucun cas quitter son poste avant qu'il soit relevé.

Lors des reprises et remises de service, les agents de surveillance se donneront mutuellement décharge pour le matériel qui est mis à leur disposition dans un registre de consignation (Cf. clause obligation du titulaire).



VIII. TENUE DE TRAVAIL

Les employés du titulaire doivent porter une tenue de travail identique portant l'insigne du titulaire. Ladite tenue ne doit pas prêter à confusion avec les uniformes définis par les textes réglementaires. En particulier, les agents de sécurité doivent porter une tenue de travail propre, correcte, identique et uniforme constituée d'une veste, pantalon, uni gris ou bleu nuit, la chemise blanche ou bleu ciel, cravate et chaussures en cuir de couleur noire pour les agents affectés.

Cette tenue comporte l'insigne reproduisant la dénomination ou le sigle du titulaire, ou, le cas échéant, du service interne de gardiennage et de surveillance et placé de telle sorte qu'il reste apparent en toutes circonstances.

L'insigne de l'entreprise titulaire du contrat découlant du présent appel d'offres doit être visible en postérieur avec des bandes réfléchissantes pour être visibles de nuit. En sus, la société prestataire du service de gardiennage doit fournir à ses agents de sécurité, affectés à cette mission, des tenues de travail d'été et d'hiver.

IX. IDENTIFICATION DES AGENTS DE SURVEILLANCE

Toute personne exerçant des activités de surveillance et de gardiennage, doit dans l'exercice de ses fonctions, être en possession d'une carte professionnelle, délivrée par son employeur. Cette carte mentionne le nom, prénom et la qualité de son détenteur, le nom, la raison sociale et l'adresse de son employeur. Comportant une photographie du détenteur.

X. SUPERVISION DES AGENTS

Le titulaire doit désigner, à ses frais et charges, un superviseur sur les sites, qui doit assurer la coordination entre le responsable de la surveillance des locaux de l'OFPPT et l'équipe de gardiennage et surveillance. Il doit superviser le bon déroulement de chacune des fonctions attribuées aux membres de l'équipe du titulaire. Il contrôle régulièrement chacun des postes sur le terrain en leur prodiguant de l'assistance le cas échéant. Il planifie et vérifie les horaires de travail et contrôle régulièrement le niveau de respect de la discipline.

XI. CONTROLE ET RECEPTION DES PRESTATIONS

Le maître d'ouvrage ou son représentant conviendra avec le titulaire et ses agents les modèles des supports suivants :

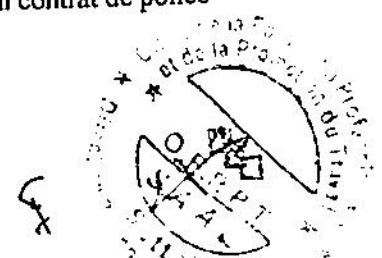
- Registre de contrôle de présence des agents de gardiennage ;
- Registre de contrôle des visiteurs en dehors de l'horaire normal des visites ;
- Registre de contrôle des intervenants extérieurs ;
- Registre de contrôle des rondes de surveillance.

XII. ASSURANCE

Le titulaire devra souscrire toutes les polices d'assurance couvrant tous les risques inhérents à l'exécution de la prestation. Il doit souscrire, au profit de ses agents une assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile à raison des dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs causés à l'égard des tiers à la suite d'accidents provenant du fait des fautes et d'erreurs professionnelles dans le cadre du marché du présent appel d'offres.

La Direction Régionale CHAOUIA TADLA relevant de l'OFPPT ne peut en aucun cas être tenue pour responsable des accidents qui pourront survenir aux agents du titulaire du marché dans l'exercice de leur fonction.

A chaque changement d'agent de surveillance en poste, le titulaire du marché est tenu de remettre à La Direction Régionale CHAOUIA TADLA relevant de l'OFPPT la copie de son contrat de police d'assurance.



Avant le commencement de l'exécution du présent marché, le contractant doit adresser à La Direction Régionale CHAOUIA TADLA relevant de l'OFPPT les copies des contrats de polices d'assurances précités.

XIII. REGLES DE SECURITE ET DE SURETE

Le Prestataire s'engage à respecter toutes les règles de sécurité et de sûreté appliquées par l'OFPPT, qui seraient en vigueur le jour de la conclusion du contrat découlant du présent Appel d'Offres.

XIV. REMUNERATION DU PERSONNEL DU TITULAIRE

La rémunération du personnel affecté à l'OFPPT dans le cadre du présent marché doit être conforme aux dispositions de l'article 23 du CCACT.

Les agents en service aux établissements de formation de l'OFPPT relevant de la Direction Régionale CHAOUIA TADLA sont à la charge du titulaire du marché et doivent percevoir un traitement conforme à la réglementation en vigueur.

A chaque changement d'agent de surveillance en poste, le titulaire est tenu de remettre à la Direction Régionale CHAOUIA TADLA relevant de l'OFPPT son attestation d'immatriculation à la CNSS.

XV. OBJET TROUVES

Les Objets trouvés dans l'enceinte de l'administration par le personnel du titulaire du marché, affecté à aux établissements de formation de l'OFPPT relevant de la Direction Régionale CHAOUIA TADLA, doivent être remis directement et contre émargement aux responsables des établissements.

XVI. SECRET PROFESSIONNEL

Le titulaire du marché s'engage à remplir les obligations inhérentes aux fonctions dont il est investi, à observer pendant la durée du marché, comme après son expiration, la discrétion la plus absolue à l'égard de tous faits, informations et documentations dont il aura eu connaissance en raison de l'exercice de ses fonctions.

XVII. MESURES DE SECURITE ET D'HYGIENE

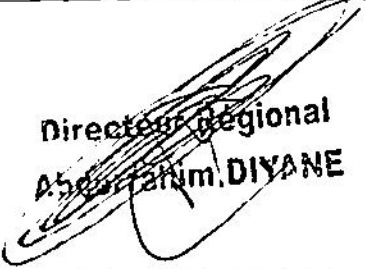
Le titulaire du marché doit prendre les mesures de sécurité et d'hygiène en rapport avec les prestations objet du présent marché, conformément aux dispositions de l'article 33 du CCACT.

XVIII. MOYENS EN PERSONNEL DU TITULAIRE

- Le titulaire du marché est tenu d'affecter à l'exécution des prestations, objet du marché, les moyens en personnel qu'il a proposé dans son offre sur la base de laquelle, le marché lui sera attribué.
- Le personnel affecté aux établissements de formation de l'OFPPT relevant de la Direction Régionale CHAOUIA TADLA par le titulaire du marché doit présenter toutes garanties de moralité, de probité, de bon service et de confidentialité.

La direction Régionale CHAOUIA TADLA relevant de l'OFPPT a le droit d'exiger du titulaire le changement des agents en poste pour incapacité professionnelle.

Tout remplacement d'agents doit être au préalable soumis à l'accord et à l'appréciation de La direction Régionale CHAOUIA TADLA relevant de l'OFPPT.

LE SOUMISSIONNAIRE	LE MAITRE D'OUVRAGE
Lu et accepté	 Directeur Régional Abdoulhamid DIYANE

BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF

Passation d'un marché cadre concernant le Gardiennage et la Surveillance des bâtiments administratifs, techniques, pédagogiques et leur dépendance dans les établissements de formation relevant de la Direction Régionale CHAOUIA TADLA

Lot1 : Il concerne les établissements de formation de l'OFPPT relevant de la Direction Régionale CHAOUIA TADLA suivant : ISIAO BENIMELLAL, ISTA & INTERNAT BENIMELLAL, CQP BENIMELLAL, ISTHT BENIMELLAL, ISGI BENIMELLAL, ISTA NTIC BENIMELLAL, ISTA KASBA TADLA, ISTA KSIBA, ISTA FQIH BENSALAH, ISTA SOUK SEBT, ISTA BOUJAAD, ISTA OUED ZEM, CQP OUED ZEM1, CQP OUED ZEM2, ITA HATTANE, ITA BOUJNIBA, ISTA & INTERNAT KHOURIBGA, ISGI KHOURIBGA, CQP QUARTIER ADMIN KHOURIBGA, CQP DRISS I KHOURIBGA, ISTA DEMNATE, ISTA AZILAL, CQP OUAOUIZERTH

Lot2 : Il concerne les établissements de formation de l'OFPPT relevant de la Direction Régionale CHAOUIA TADLA suivant : ISTA & INTERNAT BENAHMED, CQP OULAD MRAH, ISTA LBROUJ, DRCT, ISTA1 & INTERNAT SETTAT, ISTA2 SETTAT, CQP SETTAT, CQP SIDI ABDELKRIM SETTAT, CMFP SETTAT, ISTA BERRECHID, ISTICG BERRECHID, CMC BERRECHID, ITA HAD SOUALEM, ITA EL GARA, ISTA BOUZNIKA, ISTA BENSLIMANE,



Modèle du cadre du bordereau des prix-détail estimatif

Bordereau des prix-détail estimatif (Lot1)

N° du prix	Désignation des prestations	Unité de compte	Quantité		Prix unitaire en(1) (hors TVA) en chiffres	Prix unitaire (hors TVA) en Lettre	Prix total Mensuel (en chiffres)		Prix total Annuel (en chiffres)	
			Minimale	Maximale			Minimum HT	Maximum HT	Minimum HT	Maximum HT
01	Gardiennage et surveillance le jour 7j/7, du lundi au dimanche y compris jours fériés de 07 heures à 19 heures	Poste	26	28						
02	Gardiennage et surveillance le soir avec Maire-chien, 7j/7, du lundi au dimanche y compris jours fériés de 19 heures à 07 heures	Poste	22	24						
TOTAL HORS TVA										
TAUX TVA (.....%)										
TOTAL TTC										

(1) Le concurrent doit préciser le libellé de la monnaie conformément au règlement de la consultation

Arrêté le présent bordereau des prix - détail estimatif au

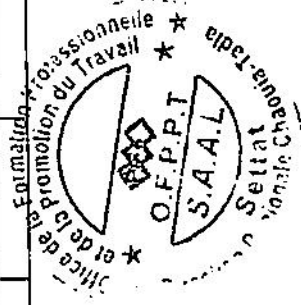
Montants Minimums annuels

- Montant Hors TVA : (En lettres et en chiffres)
- Montant de la TVA (Taux %...) : (En lettres et en chiffres)
- Montant Total TVA Comprise (TTC) : (En lettres et en chiffres)

Montants Maximums annuels

- Montant Hors TVA : (En lettres et en chiffres)
- Montant de la TVA (Taux %...) : (En lettres et en chiffres)
- Montant Total TVA Comprise (TTC) : (En lettres et en chiffres)

Fait àLe.....
(Signature et cachet du concurrent)



SOUS DETAIL ESTIMATIF DES PRIX

APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX

N° 01/2019

Lot N°01

Article N°	Unité de mesure	SMIG (par heure par agent) à partir de Juillet 2019	Charges sociales (19.49%)			Taxe de formation professionnelle (1.6%)	Prix du SMIG+ charges + taxe professionnelle (6) = (1)+(2)+(3)+(4) +(5)	Congé payé (5.77%) = (6) x 5.77%	Jours chômés payés (3.85%) = (6) x 3.85%	Prix unitaire hors frais en DH/HT = (6)+(7)+(8)	Frais et marge (10)	Prix total unitaire en DH/HT = (9)+(10)
			Allocations familiales (6.4%)	AMO (4.11%)	Prestations sociales (8.98%)							
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	= (6)	= (7)	= (8)	= (9)	(10)	= (11)
1	Heure	14.13										



Modèle du cadre du bordereau des prix-détail estimatif

Bordereau des prix-détail estimatif (Lot2)

N° du prix	Désignation des prestations	Unité de compte	Quantité		Prix unitaire en(1) (hors TVA) en chiffres	Prix unitaire (hors TVA) en Lettre	Prix total Mensuel (en chiffres)		Prix total Annuel (en chiffres)	
			Minimale	Maximale			Minimum HT	Maximum HT	Minimum HT	Maximum HT
01	Gardiennage et surveillance le jour 7j/7, du lundi au dimanche y compris jours fériés de 07 heures à 19 heures	Poste	18	18						
02	Gardiennage et surveillance le soir avec Maître-chien, 7j/7, du lundi au dimanche y compris jours fériés de 19 heures à 07 heures	Poste	16	18						
TOTAL HORS TVA										
TAUX TVA (.....%)										
TOTAL TTC										

(1) Le concurrent doit préciser le libellé de la monnaie conformément au règlement de la consultation

Arrêté le présent bordereau des prix - détail estimatif au

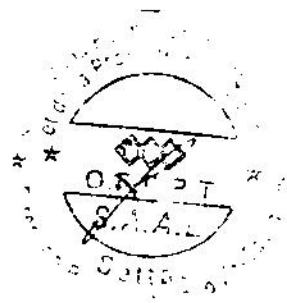
Montants Minimums annuels

- Montant Hors TVA : (En lettres et en chiffres)
- Montant de la TVA (Taux %...) : (En lettres et en chiffres)
- Montant Total TVA Comprise (TTC) : (En lettres et en chiffres)

Montants Maximums annuels

- Montant Hors TVA : (En lettres et en chiffres)
- Montant de la TVA (Taux %...) : (En lettres et en chiffres)
- Montant Total TVA Comprise (TTC) : (En lettres et en chiffres)

Fait àLe.....
(Signature et cachet du concurrent)



SOUS DETAIL ESTIMATIF DES PRIX APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX

N° 01/2019

Lot N°02

Article N°	Unité de mesure	SMIG (par heure par agent) à partir de Juillet 2019	Charges sociales (19,49%)			Taxe de formation professionnelle (1,6%)	Prix du SMIG+ charges + taxe professionnelle (6) = (1)+(2)+(3)+(4) +(5)	Congé payé (5,77%) = (6) x 5,77%	Jours chômés payés (3,85%) = (6) x 3,85%	Prix unitaire hors frais en DH/HT = (6)+(7)+(8)	Frais et marge (10)	Prix total unitaire en DH/HT = (9)+(10)
			Allocations familiales (6,4%)	AMO (4,11%)	Prestations sociales (8,98%)							
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	= (6)	= (7)	= (8)	= (9)	(10)	= (11)
1	Heure	14.13										



MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT ACTE D'ENGAGEMENT

A - Partie réservée à l'Administration

Appel d'offres ouvert, sur offres des prix n° du.....

Objet du marché : **le Gardiennage et la Surveillance des bâtiments administratifs, techniques, pédagogiques et leur dépendance dans les établissements de formation relevant de la Direction Régionale CHAOUIA TADLA**

Lot1 : Il concerne les établissements de formation de l'OFPPT relevant de la Direction Régionale CHAOUIA TADLA suivant : ISIAO BENIMELLAL, ISTA & INTERNAT BENIMELLAL, CQP BENIMELLAL, ISTHT BENIMELLAL, ISGI BENIMELLAL, ISTA NTIC BENIMELLAL, ISTA KASBA TADLA, ISTA KSIBA, ISTA FQIH BENSALAH, ISTA SOUK SEBT, ISTA BOUJAAD, ISTA OUED ZEM, CQP OUED ZEM1, CQP OUED ZEM2, ITA HATTANE, ITA BOUJNIBA, ISTA & INTERNAT KHOURIBGA, ISGI KHOURIBGA, CQP QUARTIER ADMIN KHOURIBGA, CQP DRISS I KHOURIBGA, ISTA DEMNATE, ISTA AZILAL, CQP OUAOUIZERTH

Lot2 : Il concerne les établissements de formation de l'OFPPT relevant de la Direction Régionale CHAOUIA TADLA suivant : ISTA & INTERNAT BENAHEMED, CQP OULAD MRAH, ISTA LBROUJ, DRCT, ISTA I & INTERNAT SETTAT, ISTA2 SETTAT, CQP SETTAT, CQP SIDI ABDELKRIM SETTAT, CMFP SETTAT, ISTA BERRECHID, ISTICG BERRECHID, CMC BERRECHID, ITA HAD SOUALEM, ITA EL GARA, ISTA BOUZNKA, ISTA BENSLIMANE,

Lot n°

Passé en application de l'article n°6 «Marchés-cadre», de l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et alinéa 3 paragraphe 3 de l'article 17, du règlement des marchés, approuvé le 18 Chaabane 1435 (16 Juin 2014), relatif aux marchés publics de l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (OFPPT).

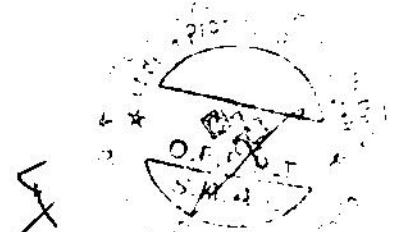
B - Partie réservée au concurrent

a) Pour les personnes physiques

Je (1), soussigné : (Prénom, nom et qualité) agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte, adresse du domicile élu affilié à la CNSS sous le (2) inscrit au registre du commerce de (Localité) sous le n° (2) n° de patente (2) n° d'identification fiscale.....

b) Pour les personnes morales

Je (1), soussigné (Prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise) agissant au nom et pour le compte de (Raison sociale et forme juridique de la société) au capital de: adresse du siège social de la société adresse du domicile élu affiliée à la CNSS sous le n° (2) et (3) inscrite au registre du commerce (Localité) sous le n° (2) et (3) N° de patente (2) et (3) N° d'identification fiscale.....



N° de l'Identification Commun de l'Entreprise :(2) et (3)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres, concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus ;

après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

1) remets, revêtu (s) de ma signature un bordereau de prix - détail estimatif établi (s) conformément aux modèles figurant au dossier d'appel d'offres :

2) m'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établis moi-même, lesquels font ressortir :

Montant annuel minimum :

- Montant total annuel minimum hors T.V.A.:.....(en lettres et en chiffres)
- Taux de la TVA.....(en pourcentage)
- Montant de la T.V.A.:.....(en lettres et en chiffres)
- Montant total annuel minimum T.V.A. comprise :.....(en lettres et en chiffres)

Montant annuel maximum :

- Montant total annuel maximum hors T.V.A.:.....(en lettres et en chiffres)
- Taux de la TVA.....(en pourcentage)
- Montant de la T.V.A.:.....(en lettres et en chiffres)
- Montant total annuel maximum T.V.A. comprise :.....(en lettres et en chiffres)

L'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte (à la Trésorerie Générale, bancaire, ou postal) (4) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) à.....(localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro.....

Fait à.....le.....

(Signature et cachet du concurrent)



(1) lorsqu'il s'agit d'un groupement, ses membres doivent :

- mettre : « Nous, soussignés..... nous obligeons conjointement/ou solidairement (choisir la mention adéquate et ajouter au reste de l'acte d'engagement les rectifications grammaticales correspondantes) ;
- ajouter l'alinéa suivant : « désignons..... (prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement ».

(2) Pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence des documents équivalents et lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leurs pays d'origine, la référence à l'attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

(3) ces mentions ne concernent que les personnes assujetties à cette obligation.

(4) supprimer les mentions inutiles

MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR

DÉCLARATION SUR L'HONNEUR (*)

Mode de passation : Appel d'offre ouvert, sur offres des prix N°01/2019

Objet du marché : **le Gardiennage et la Surveillance des bâtiments administratifs, techniques, pédagogiques et leur dépendance dans les établissements de formation relevant de la Direction Régionale CHAOUIA TADLA**

Lot1 : Il concerne les établissements de formation de l'OFPPT relevant de la Direction Régionale CHAOUIA TADLA suivant : ISIAO BENIMELLAL, ISTA & INTERNAT BENIMELLAL, CQP BENIMELLAL, ISTHT BENIMELLAL, ISGI BENIMELLAL, ISTA NTIC BENIMELLAL, ISTA KASBA TADLA, ISTA KSIBA, ISTA FQIH BENSALAH, ISTA SOUK SEBT, ISTA BOUJAAD, ISTA OUED ZEM, CQP OUED ZEM1, CQP OUED ZEM2, ITA HATTANE, ITA BOUJNIBA, ISTA & INTERNAT KHOURIBGA, ISGI KHOURIBGA, CQP QUARTIER ADMIN KHOURIBGA, CQP DRISS I KHOURIBGA, ISTA DEMNATE, ISTA AZILAL, CQP OUAOUIZERTH

Lot2 : Il concerne les établissements de formation de l'OFPPT relevant de la Direction Régionale CHAOUIA TADLA suivant : ISTA & INTERNAT BENAHEMED, CQP OULAD MRAH, ISTA LBROUJ, DRCT, ISTA1 & INTERNAT SETTAT, ISTA2 SETTAT, CQP SETTAT, CQP SIDI ABDELKRIM SETTAT, CMFP SETTAT, ISTA BERRECHID, ISTICG BERRECHID, CMC BERRECHID, ITA HAD SOUALEM, ITA EL GARA, ISTA BOUZNIKA, ISTA BENSLIMANE,

Lot N° :

A - Pour les personnes physiques

Je, soussigné : (Prénom, nom et qualité)
 Numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....
 agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,
 adresse du domicile élu :.....
 affilié à la CNSS sous le n° : (1)
 inscrit au registre du commerce de.....(Localité) sous le n° (1) n° de
 patente..... (1)
 n° du compte courant postal, bancaire ou à la TGR.....(RIB)

B - Pour les personnes morales

Je, soussigné (Prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)
 Numéro de tél.....numéro du fax.....
 adresse électronique.....
 agissant au nom et pour le compte de..... (Raison sociale et forme juridique de la société)
 au capital de:.....
 adresse du siège social de la société..... adresse du domicile
 élu.....
 affiliée à la CNSS sous le n°.....(1)
 inscrite au registre du commerce..... (Localité) sous le N°.....(1)
 N° de patente.....(1)
 N° du compte courant postal, bancaire ou à la TGR.....(RIB), en vertu des pouvoirs qui me sont
 conférés.
 N° de l'Identification Commun de l'Entreprise :(1)

- Déclare sur l'honneur :

- 1- m'engager à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
- 2- que je remplie les conditions prévues à l'article 24 du Règlement des Marchés de l'OFPPT approuvé le 18 Chaabane 1435 (16 Juin 2014);
- 3- Etant en redressement judiciaire j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de mon activité (2) ;
- 4- m'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :
 - à m'assurer que les sous-traitants remplissent également les conditions prévues par l'article 24 du Règlement des Marchés de l'OFPPT ;
 - que celle-ci ne peut dépasser 50% du montant du marché, ni porter sur les prestations constituant le lot ou le corps d'état principal prévues dans le cahier des prescriptions spéciales, ni sur celles que le maitres d'ouvrage a prévues dans ledit cahier ;
 - à confier les prestations à sous-traiter à des PME installées aux Maroc ; (3)
- 5- m'engager à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption de personnes qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du présent marché ;
- 6- m'engage à ne pas faire par moi-même ou par personne interposées, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusions du présent marché.
- 7- atteste que je remplis les conditions prévues par l'article 1er du dahir n° 1-02-188 du 12 JOMADA I 1423 (23 juillet 2002) portant promulgation de la loi n°53-00 formant charte de la petite et moyenne entreprises (4).
- 8- atteste que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêt tel que prévu à l'article 151 du Règlement des Marchés de l'OFPPT.
- 9- je certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature.
- 10- je reconnais avoir pris connaissance des sanctions prévues par l'article 142 du Règlement des Marchés de l'OFPPT, relatives à l'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.

Fait à.....le.....

Signature et cachet du concurrent



- (1) Pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence des documents équivalents et lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leurs pays d'origine, la référence à l'attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.
- (2) à supprimer le cas échéant.
- (3) Lorsque le CPS le prévoit.
- (4) à prévoir en cas d'application de l'article 139 du Règlement des Marchés de l'OFPPT.
- (*) en cas de groupement, chacun des membres doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.